



Paris, le 29 juin 2022

COMMUNIQUE DE PRESSE

Fin des moteurs thermiques en 2035 : FO Stellantis demande au Gouvernement de convoquer un « Sommet de l'auto »

Après les députés européens, c'est au tour des 27 ministres de l'Environnement de l'Union européenne de confirmer l'interdiction de la vente de voitures neuves essence et diesel dès 2035. C'est une « casse sociale d'une ampleur inédite » qui s'annonce et un séisme pour toute l'industrie automobile déjà lourdement mise à l'épreuve par la pandémie et la crise des semi-conducteurs. En proposant l'organisation d'un « Sommet de l'auto », FO Stellantis souhaite impliquer le Gouvernement pour dessiner une feuille de route ambitieuse et construire, avec tous les acteurs de cette filière d'excellence, un avenir durable pour tous les salariés.

La fin des moteurs thermiques, et celle des hybrides, pourrait supprimer à terme des centaines de milliers d'emplois, en intégrant la construction automobile et les services associés, alors que l'électrification de la production va en créer à peine 70.000. Le calcul est aussi simple qu'effrayant.

1^{ère} organisation syndicale du groupe Stellantis, FO a toujours plaidé ces dernières années pour éviter toute décision brutale et déconnectée des réalités industrielles et sociales. Au contraire, la transition énergétique et le développement d'une mobilité durable et décarbonée nécessitent du temps pour garantir leur réussite. Hélas, une nouvelle fois, c'est le secteur automobile qui se retrouve dans l'œil des politiques qui y trouvent un terrain pour afficher avec facilité des ambitions environnementales déraisonnables.

La mobilisation pour réduire les émissions de CO₂ et pour relever le défi climatique ne peut se faire sans concertation avec les professionnels et les organisations syndicales. Outre les conséquences sur l'emploi, les perspectives du « tout électrique » impliquent des stratégies fortes en matière de formation pour accompagner les salariés de l'industrie automobile vers les nouveaux métiers qu'exigent la conception et la fabrication des véhicules électriques à grande échelle. C'est également le cas pour l'apprentissage.

« Face à une décision brutale qui risque de mettre K.O. la filière, il faut une réponse collective des salariés, des entreprises et des pouvoirs publics. Nous demandons un « Sommet de l'auto » pour poser les bases d'une transition industrielle et sociale historique. Oui, nous avons rendez-vous avec l'Histoire. Garantir l'activité et la pérennité de nos usines et de nos emplois nécessitent la mobilisation de tous ! » résume Olivier LEFEBVRE, Délégué Syndical Central chez Stellantis.